

OCTOBRE 2021

RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – OBO

PROJET RELSUDE



ACTED

CONCERN
worldwide



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis a été invité à effectuer l'analyse des conflits et de la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine. A Obo, seulement les communautés chrétiennes furent interrogées, en raison de l'absence de musulmans dans la ville. Obo est l'une des rares localités en République centrafricaine que les Forces de sécurité intérieure n'ont jamais quittée.

L'historique des conflits au sein de la ville remonte à mars 2008, lorsque la LRA (l'armée de résistance du seigneur) venue d'Ouganda a débuté ses attaques dans la localité, multipliant les tueries, pillages, agressions sexuelles, mutilations et violences envers la population locale. Si, depuis 2 ans selon les répondants, ce groupe armé ne commet plus autant d'actes de violence, comme cela a pu être le cas par le passé, il reste néanmoins présent aux abords d'Obo et dans la mémoire des habitants. A la fin de l'année 2017, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) a attaqué pour la première fois la ville et ses habitants. Repoussé par les forces armées centrafricaines (FACA), le groupe armé lança une seconde offensive pour prendre contrôle de la ville en mai 2020, qui a échoué. Depuis ces événements, leurs membres se sont installés à Mboki. Cependant, des éléments armés appartenant à l'UPC sont toujours présents sur les axes et dans la zone périphérique de la ville et empêchent, en plus de la LRA, la libre circulation des habitants et ont poussé Obo dans une situation d'enclavement. Suite aux événements de mai 2020, le Comité local de la paix et de la réconciliation (CLPR) d'Obo s'est rendu à Mboki pour dialoguer avec l'UPC dans le but d'arrêter les exactions contre la population civile.

Les forces de sécurité intérieure n'ont jamais quitté Obo. Par conséquent, les FACA sont populaires auprès de la population ; les gendarmes ainsi que la police sont particulièrement actifs dans la ville. En revanche, la MINUSCA entretient une relation complexe avec les habitants dont l'opinion est partagée. S'ils semblent reconnaître le besoin de la MINUSCA afin d'assurer leur sécurité, le contingent marocain soulève de nombreuses critiques, allant jusqu'à des accusations d'infractions graves, et reste impopulaire auprès des locaux.

Les groupes armés, notamment l'UPC qui bloque les axes périphériques et commet des exactions contre la population (mais également la LRA, encore présent dans les environs de la ville), sont craints par les habitants, qui gardent en mémoire les violences qu'ils ont perpétrées, les menant à les considérer aujourd'hui comme une source d'insécurité, de division et de mal-être économique.

L'histoire des conflits d'Obo et des acteurs qui en ont fait partie ont eu des répercussions importantes sur la cohésion sociale entre les différentes communautés qui composent la localité. Les répondants ont de bons souvenirs des relations entre les communautés musulmanes et chrétiennes avant les attaques de l'UPC en 2017. Cependant, l'attaque de 2020 a engendré le départ soudain de la communauté musulmane, craignant les représailles, et dont les maisons et les biens furent pillés et détruits par des membres des communautés restantes à Obo. Encore de nos jours, une bonne partie de la population ne souhaite pas leur retour, ou le conditionnent selon des critères stricts. De ce fait, un travail de cohésion sociale est envisagé par les autorités locales, pour lequel ils demandent un appui externe, afin de leur permettre de revenir dans les meilleures conditions, et de participer à la relance de l'économie. Inversement, les familles chrétiennes ayant quitté la ville lors des affrontements ne sont pas encore toutes retournées à Obo, certaines nécessitant un soutien matériel et financier pour leur réinstallation.

L'accumulation de ces événements a eu un lourd effet sur l'économie de la localité, qui souffre toujours de la présence des groupes armés sur les axes périphériques, nuisant à la libre circulation et enclavant commercialement ses habitants. A cette isolation géographique s'ajoute l'absence des communautés musulmanes, reconnues pour leur expertise dans le commerce et comme étant des opérateurs économiques importants. L'économie de la ville pâtit également d'une succession de problèmes structurels. Les répondants soulignent surtout l'absence d'opportunités pour les jeunes : un manque d'emplois et de formations professionnelles. Ils mentionnent aussi le manque d'infrastructures routières adéquates et la

nécessité d'une organisation plus efficace de l'agriculture – tous au cœur des recommandations et besoins émis par les habitants.

Lorsqu'il s'agit de la place des femmes dans la société, ces dernières ont un double rôle. Elles sont à la fois actives dans leur sphère privée en conseillant leurs familles, mais aussi dans la sphère publique, suscitant une grande reconnaissance pour leur participation dans les activités de consolidation de la paix et de gestion des conflits. Cependant, les femmes sont également des victimes du conflit, et toutes indiquent craindre les différentes formes d'agressions sexuelles et physiques, et plus particulièrement le viol.

Concernant les initiatives locales et endogènes, plusieurs répondants évoquent la place centrale que les organisations de société civile tiennent dans la consolidation de la cohésion sociale à Obo, nommément le CLPR, le Comité préfectoral de la jeunesse (CPJ), la plateforme religieuse et l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA). La plateforme religieuse apparaît comme la plus populaire parmi les répondants, suivi de près par l'OFCA et le CPJ. Les principaux acteurs et organisations sont détaillés dans ce rapport.

Cette consultation a permis d'identifier plusieurs éléments prioritaires pour conseiller et apporter un appui à Obo. Les urgences proposées par les habitants sont les suivantes :

- Faciliter le **retour des déplacés** à Obo :
 - Les **communautés musulmanes** qui ont fui lors des affrontements de 2020 sont prêtes à retourner selon les autorités locales. Mais pour faciliter leur retour, il y a un **besoin de réconciliation** avec les communautés chrétiennes pour qu'elles soient acceptées, aussi bien que la **construction et réhabilitation des infrastructures** nécessaires, y compris abris, lieux de culte et pour le relancement de leurs activités économiques ;
 - Des membres des **communautés chrétiennes** ayant fui en 2020 se retrouvent aussi encore en déplacement et certains auraient besoin d'un **appui matériel et financier pour leur réinstallation**, surtout économique.
- Soutenir une réconciliation pour rétablir **la cohésion sociale et les relations intercommunautaires**
 - Consolider **les capacités des OSC** en analyse et en méthodes alternatives non violente de la gestion des conflits ;
 - Facilitation par les ONG et les acteurs de l'Etat des **activités communes et des actions de dialogue, de sensibilisation et de médiation**;
 - Favoriser **l'inclusion et la participation des jeunes et des femmes** dans les processus de prise de décision et au sein des actions de consolidation de la paix ;
- Améliorer la **situation sécuritaire**
 - Désarmer les groupes armés et faciliter la libre circulation sur les axes reliant Obo à d'autres localités
 - Renforcer les effectifs des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) et surtout des FACA ;
- Soutenir la **relance économique** et la création d'activités génératrices de revenus à Obo :
 - Favoriser la mise en place de **formations professionnelles** et réinstaurer l'éducation pour les enfants et les jeunes, promouvoir la création de centres éducatifs pour les jeunes filles ;
 - Favoriser la **création d'emplois**, via le soutien du gouvernement et de ses partenaires dans l'agriculture, l'élevage et les activités génératrices de revenus ; ;
 - **Améliorer les infrastructures routières** pour désenclaver la localité ;
- Lutter contre **l'impunité** : Retour et renforcement des institutions juridiques et judiciaires.

Pendant les formations effectuées pour les membres de la société civile et du CLPR à Obo, un plan d'action a été élaboré pour amplifier la résilience des habitants et la cohésion sociale. Ce plan d'action et un rapport de la formation sont attachés au présent rapport.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé Exécutif.....	1
Abbréviations.....	4
Introduction.....	5
Situation politique, ordre public et sécurité.....	8
Histoire des tensions à Obo.....	8
Situation Actuelle.....	9
Acteurs dans les conflits.....	10
Identités, groupes armés et cohésion sociale.....	11
Relations avec les groupes armés.....	12
Réfugiés – déplacés.....	12
Economie locale.....	13
Effets de l'insécurité.....	13
Problèmes structurelles.....	14
Échanges intercommunautaires.....	14
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit.....	15
Femmes.....	16
Acteurs dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix.....	16
Comité local de paix et de réconciliation (CLPR).....	17
Conseil préfectoral de la jeunesse (CPJ).....	17
Plateforme religieuse.....	18
Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).....	19
Préfet du Haut-Mbomou.....	19
Recommandations.....	20
Retour des réfugiés & déplacés.....	20
Cohésion sociale.....	21
Sécurité militaire – Paix négative.....	22
Lutte contre l'impunité.....	23
Annexes.....	24
Méthodologie.....	24
Rapport de formation.....	25
Plan d'action de solidarité - Obo.....	25

ABBREVIATIONS

CLPR - Comités Locaux de Paix et de Réconciliation

CPJ - Conseil Préfectoral de la Jeunesse

DDRR - Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement

FACA - Forces Armées Centrafricaines (Central African Armed Forces)

FSI – Forces de sécurité intérieures

LRA – Lords Resistance Army

MINUSCA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

OFCA - L'Organisation des Femmes Centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

OSC – Organisation de société civile

PRL – Plan de Relèvement Local

RDC – République Démocratique du Congo

SPLA – Sudan's People Liberation Army

UPC - Unité pour la paix en Centrafrique

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, Coopï, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis mène ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Mingala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie est appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis organise une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs interrogés sans biais ni inductions. Ce rapport aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnée, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

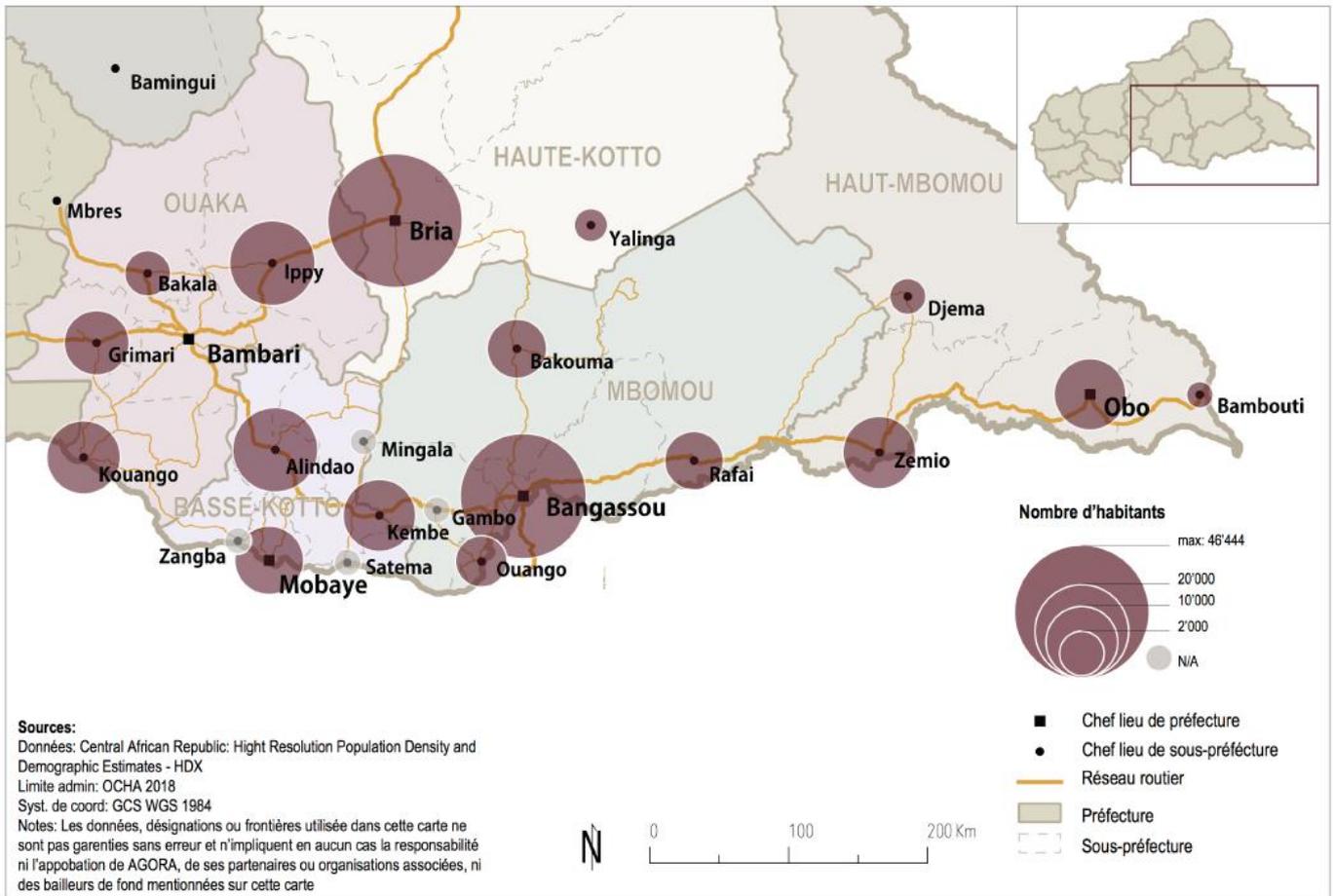
Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

OBO

Le chef-lieu de la préfecture la plus orientale de la République centrafricaine, le Haut-Mbomou, Obo abriterait actuellement entre 16 000 et 17 000 habitants¹. La localité se trouve entre le Sud Soudan et la République Démocratique du Congo, dans la sous-préfecture la plus orientale de cette consultation. La plupart des habitants s'identifient comme faisant partie des groupes ethniques Zande, Nzakara, Batiko, Mbari, Vungara, Bakowe, Batiko, Bassiri, Yakoma, Ngougou, Banda et Ngabapio.

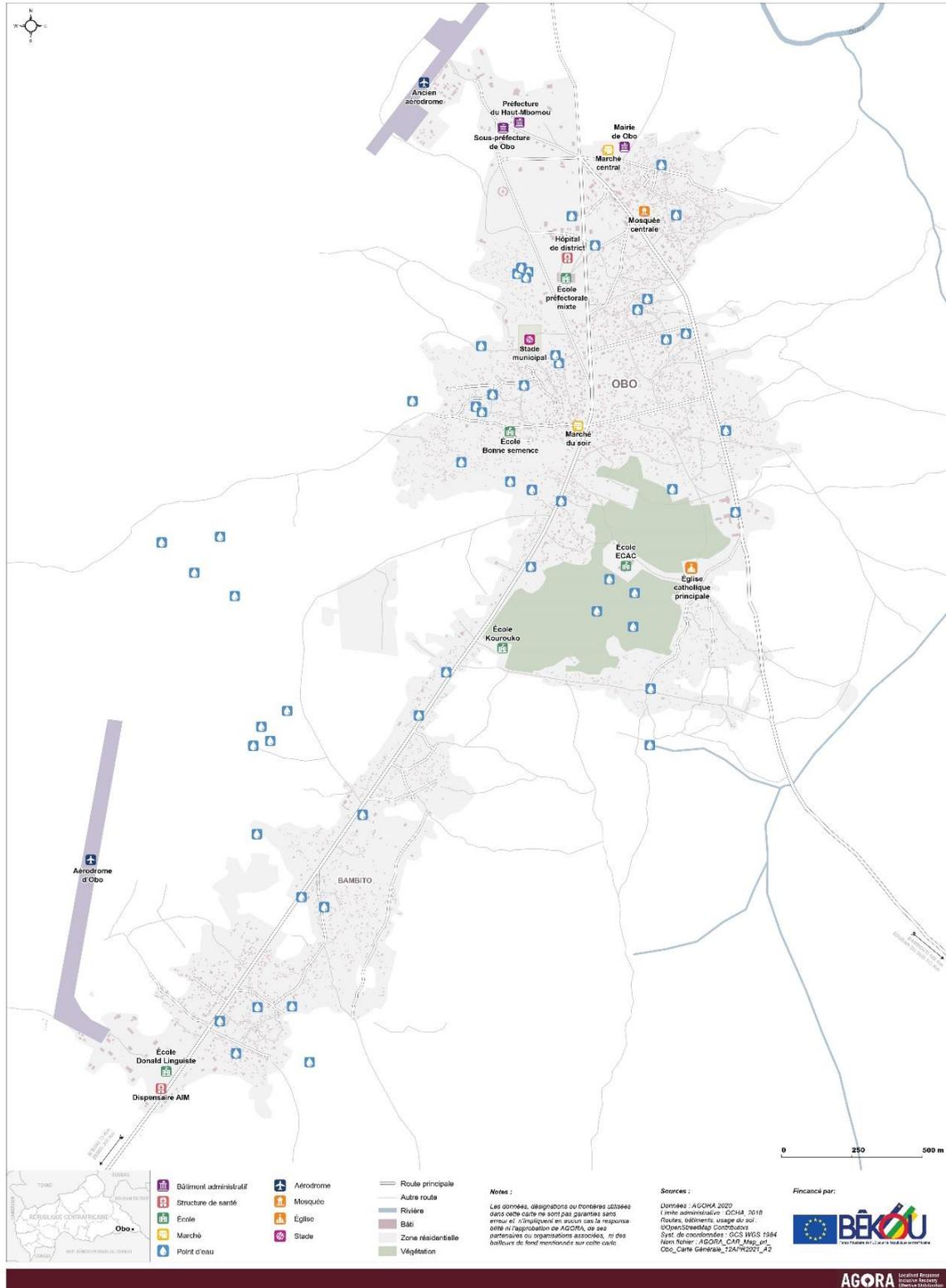
Aux quartiers de la ville s'ajoutent trois sites de réfugiés et déplacés : Site Zemio, Site Mboki et Site Catholique.

La population est (presque) entièrement chrétienne – catholique et protestante – puisque les musulmans ont fui les confrontations de mai 2020. Au regard des contraintes de temps et de cette réalité démographique, cette analyse ne tient compte que des perceptions des communautés chrétiennes.



Carte d'estimation de la densité démographique du sud de la RCA (OCHA – 2018)¹

¹ AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local d'Obo, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/9f29cc74/AGORA_CAR_PlanRelèvementLocal_Obo_avril2021.pdf, p.7, consulté le 21/10/21



Carte du centre-ville d'Obo (Agora – Diagnostic territorial 2020)²

² 'Agora, Carte du centre-ville d'Obo- Diagnostic territorial, 2020, https://www.impact-repository.org/document/impact/3bfb073/AGORA_CAR_Map_pr_Obo_Carte-generale_12APR2021_A2.pdf, consulté le 21/10/21'

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

HISTOIRE DES TENSIONS À OBO

Obo est l'une des seules villes du sud-est de la République centrafricaine que les forces de sécurité intérieures – notamment les FACA, la gendarmerie et la police – n'ont jamais quittée, malgré plusieurs tentatives de les éloigner. Depuis le début du siècle, la localité a connu le passage d'un nombre important de groupes armés.

En janvier 2001, le groupe rebelle Sud-Soudanais SPLA est venu à Obo, sans pour autant créer beaucoup de dégâts.

En mars 2008, les attaques de l'armée de la résistance du seigneur (LRA), venu d'Ouganda, ont commencé. La population se rappelle des horreurs qu'ils ont causées, y compris les tueries, les pillages, les mutilations, les agressions sexuelles et les enlèvements. Ce n'est que depuis 2 ans, selon les répondants, qu'ils ont arrêté ces exactions et exigent de la population uniquement de la nourriture. Néanmoins, ils restent présents aux alentours de la localité.

En réaction à leur présence, l'armée ougandaise et des conseillers américains se sont installés à Obo. Les habitants n'ont pas de bons souvenirs de leur présence car il y avait des rumeurs d'exploitation et quand ils sont partis, la LRA était toujours présente.

Les répondants ont des bons souvenirs des relations entre les communautés chrétiennes et musulmanes jusqu'en 2017. En revanche, le 15 décembre 2017, l'UPC a monté une première attaque contre les FACA d'Obo, qui ont résisté.

En mai 2020, une deuxième attaque a été repoussée par les FACA. Cette fois-ci, des membres des communautés musulmanes auraient été reconnus dans les rangs des UPC. Dès lors, ces communautés, craignant des représailles, ont décidé de fuir la ville³. L'UPC, quant à elle, s'est installée à Mboki, bloquant l'accès à la ville pour les voyageurs et les marchandises. Ce blocage a causé une flambée des prix et un malaise économique dans la localité de Obo.

³ Le plan de relèvement d'Agora mentionne la présence des déplacés peulhs. Certains répondants ont parlé de la présence des personnes issues des communautés rounga et goula. Lors de la brève visite des équipes Concordis International, ces personnes n'ont pas été rencontrées.

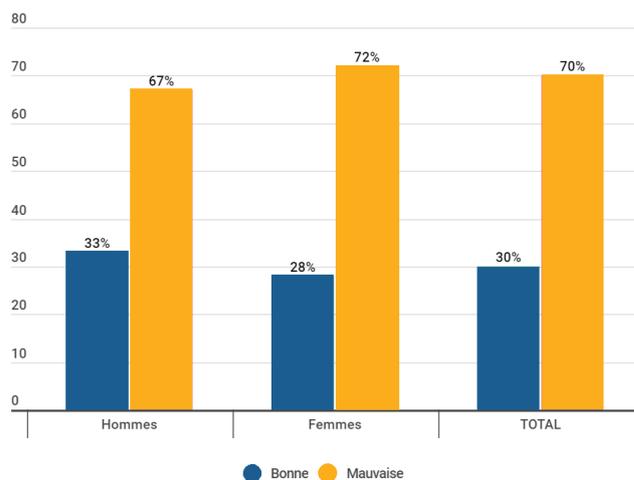
Suite à cette deuxième attaque, les membres du CLPR se sont rendus à Mboki pour dialoguer avec l'UPC dans le but d'arrêter les exactions contre la population civile. Les OSC, en général, ont pris une position centrale dans la résolution des conflits à Obo.

Beaucoup de répondants accusent la MINUSCA d'être auteur de l'incident grave datant de juillet 2021 qui semble avoir entravé la confiance de la population. Lors de la consultation, la version de la MINUSCA sur ces événements n'a pas pu être récoltée par manque de temps.

SITUATION ACTUELLE

Comme les forces de sécurité intérieure ne sont jamais parties, les autorités de l'Etat gèrent la ville. La personne la plus influente est le préfet, qui maintient de bonnes relations avec tous les acteurs, y compris l'UPC, et qui se fait assister par le sous-préfet. Le maire et les chefs de quartier jouent leur rôle mais beaucoup de fonctionnaires semblent absents, même si les autorités judiciaires avaient pris leur poste dans le passé.

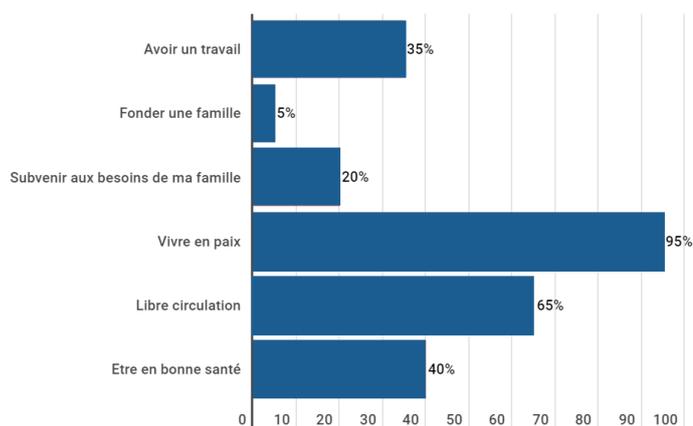
La situation sécuritaire est généralement calme dans la ville, avec la présence des FACA et de la MINUSCA. Dans les environs, la sécurité n'est pas garantie et les habitants sont à risque de subir des exactions de la part des groupes armés. C'est pourquoi 70% des répondants disent que la situation sécuritaire est mauvaise. Selon eux, ceci est le résultat de la présence des groupes armés et de la faible présence des autorités de l'Etat.



'Comment estimez-vous votre sécurité ?'
(n=20)

Malgré l'absence de violence dans le centre, seulement 37% des répondants considèrent vivre en paix actuellement – et ce, à cause des groupes armés. Un nombre plus important de répondants (95%) considère que vivre en paix est plus important que les éléments économiques tels que la libre circulation et avoir un travail.

Pour les répondants les plus jeunes, c'est l'inverse : les aspects économiques sont plus souvent cités que les aspects sécuritaires.



Cette situation – combinée avec les traumatismes causés par la LRA – empêche la population de circuler librement et occasionne un malaise économique pour beaucoup de répondants qui peinent à nourrir leurs familles. Tous les répondants disent que les effets principaux de l'insécurité sont une peur pour la sécurité de leur famille aussi bien qu'un coût de vie élevé et une rareté de produits de première nécessité.

'Qu'est-ce qui est important pour vous dans la vie ?' (n=20)

Cet enclavement de la ville d'Obo entraîne pour les participants un sentiment d'être délaissés par l'Etat, dont certains acteurs sont parfois qualifiés de corrompus, malgré la présence des forces de l'ordre.

FEMMES

Parmi les préoccupations quotidiennes des femmes, la réalisation des activités agricoles et le commerce outre les travaux domestiques afin de parvenir à subvenir aux besoins de leurs enfants sont le plus cités. Certaines disent qu'elles n'ont souvent pas de soutien significatif de leurs maris. Plus de la moitié se dit aussi inquiète de la situation de la femme dans la société.

Les femmes se sentent plus vulnérables que les hommes. Seulement 33% de ces derniers craignent devenir victime d'un abus dans l'avenir. En revanche, toutes les femmes ont indiqué craindre le viol, parmi d'autres formes d'agression sexuelle. Cependant, peu de femmes affirment connaître quelqu'un à qui cela est arrivé. Les bandits armés et les groupes armés posent, selon elles, les plus grandes menaces en ce sens.

ACTEURS DANS LES CONFLITS

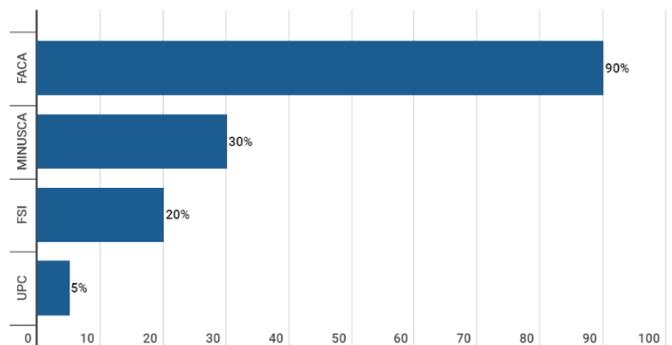
Les FACA sont le plus considérés comme acteur de sécurité parmi les répondants. 90% les citent, contre 30% pour la MINUSCA. Néanmoins, la population réclame que leur effectif soit augmenté pour qu'ils puissent mieux remplir leurs fonctions – de même pour la police, qui ne compterait que 15 personnes et la gendarmerie, qui serait à 12 personnes.

Le préfet est sur place depuis 2017. Selon les répondants, il est à la fois très actif et accepté par la population, et il maintient une bonne relation avec tous les acteurs, y compris la société civile et l'UPC.

Une réputation complexe se révèle pour la MINUSCA. La population se rend compte que les forces de la MINUSCA sont importantes pour sécuriser la ville (50% des hommes la citent comme un acteur important pour leur sécurité). Cependant, le contingent marocain a une image très négative en raison des récits sur l'incident qu'il aurait commis fin juillet et qui aurait causé des pertes en vie humaine..

L'UPC reste la force non-étatique la plus menaçante pour la population. 84% des répondants la citent comme responsable pour l'insécurité. Bien que ses éléments n'aient pas d'influence en ville, ils érigent des barrières illégales sur les axes périphériques, y compris à Mboki, et continuent à commettre des exactions dans les environs de Obo.

Comme indiqué ci-dessus, la LRA a changé sa stratégie dans la zone depuis plus ou moins 2 ans. Leurs tactiques semblent avoir perdu en violence. S'ils prennent encore des habitants en otage, ils les laissent partir sans violence dès que leurs proches leur ont fourni de la nourriture. Cela les rend moins problématiques que l'UPC qui domine les esprits des habitants.



'Quel est le meilleur acteur pour assurer votre sécurité ?' (n=20)

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les identités des habitants de Obo sont multiformes. Les répondants la définissent d'abord en fonction de leurs groupes ethniques (65%), mais aussi par la religion (45%), suivi de 30% par leur métier. Pour les femmes, le groupe ethnique est encore plus important (71%). La plus grande différence se trouve entre les tranches d'âge : les enquêtés les plus jeunes⁴ citent leur groupe ethnique, alors que les plus âgés préfèrent la religion (55% contre 45%). Les mêmes tendances s'observent au sujet de l'élément principal de leur identité.

La division communautaire prépondérante est, sans équivoque, interreligieuse. Bien que les répondants – tous chrétiens – aient de bons souvenirs de leurs relations avec les communautés musulmanes, ils se disent avoir été touchés par la présence de certains d'eux dans les rangs des UPC lors de leur attaque de mai 2020 et beaucoup admettent ne pas être prêts à accepter leur retour dans la localité.

Des démarches sont en cours par les autorités politico-administratives et militaires d'Obo pour un éventuel retour des musulmans. Toutefois, une bonne partie de la population chrétienne, surtout les jeunes, communiquent ouvertement sur leur réticence à les accepter. Des conditions sont évoquées et détaillées dans un mémorandum partagé avec les autorités, contenant notamment une réparation pour les victimes des conflits armés et la réinstallation des personnes chrétiennes déplacées d'Obo qui se trouveraient dans des sites de fortune à Zemio et Bambouti préalablement à ce retour. Certains veulent même le départ du contingent marocain de la MINUSCA, car ils partagent la même religion.

Ces opinions ne sont pas partagées par tout le monde. Une partie de la population, bien qu'elle semble être minoritaire, affirme que le retour de la communauté musulmane est nécessaire pour atteindre une paix durable. Ainsi, des jeunes femmes participantes à un groupe de discussion avec les jeunes du quartier Bambito opinent que « sans cette communauté, Obo ne sera pas en paix et [en mesure de se] développer ».

Après leur déplacement, les maisons et les biens des familles musulmanes ont été détruits, occupés ou pillés et, selon plusieurs sources, par des membres des communautés chrétiennes.

⁴ Les enquêtés d'en dessous de 26 ans

Pour les autorités administratives d'Obo, suite à leurs discussions avec les représentants des communautés musulmanes, ces derniers seraient prêts à revenir mais des problèmes liés aux abris et à leur acceptation se posent toujours.

Il est important de rappeler que la version des événements des communautés musulmanes n'a pas pu être relevée à cause de leur absence.

Ces tensions sont perceptibles dans les réponses relatives aux relations sociales entre les communautés. La moitié des femmes et un tiers des hommes indiquent avoir une relation hostile avec des membres de l'autre communauté, tandis que 65% des répondants indiquent ne pas avoir une relation du tout.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Les forces de l'ordre de l'Etat centrafricain n'ont jamais quitté la ville d'Obo et les habitants sont presque exclusivement de confession chrétienne. Dans une zone où les groupes armés sont l'UPC, soit majoritairement de confession musulmane et peuls, et la LRA, venue d'Ouganda et peu intéressée dans un ancrage local, les habitants ne sont pas affiliés à ces deux groupes.

Pour les répondants, les groupes armés sont surtout des sources d'insécurité, de division et de malaise économique.

Interrogés sur les raisons de rejoindre des groupes armés, les répondants indiquent surtout l'âge sans évoquer une religion ou un groupe ethnique.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS

Outre que les personnes déplacées musulmanes, des membres des communautés chrétiennes ont fui les affrontements de 2020. Progressivement, ils commencent à retourner à Obo. Selon les répondants, parmi eux, beaucoup ont besoin d'un soutien pour leur réinstallation.

À Obo même, il y a des réfugiés congolais et sud-soudanais et des déplacés de Zemio, Mboki et Bambouti aussi bien que des villages environnants. La plupart se trouve sur les sites de déplacés : Site Zemio, Site Mboki et Site Catholique. D'autres résident chez des familles d'accueil. Tous les répondants disent avoir une bonne relation avec eux.

ECONOMIE LOCALE

Les activités productives à Obo sont surtout l'agriculture, ainsi que l'élevage de petits animaux et volailles, la cueillette de miel, la pêche et chasse. L'élevage est surtout considéré comme une opportunité d'augmenter la résilience afin d'absorber des perturbations. Les bovins, ovins et caprins sont élevés à Obo. L'élevage à plus grande échelle, notamment la transhumance, y était pratiqué auparavant mais ces éleveurs ont fui la zone lors des hostilités de 2020.

L'économie locale d'Obo se trouve dans une situation pénible. Tous les répondants sont d'accord sur le fait qu'il y ait une rareté et cherté des produits de première nécessité tant que produits manufacturés. Le coût de la vie, affirment beaucoup de répondants, est trop élevé pour correctement subvenir aux besoins de leurs familles.

Parmi les effets principaux de l'insécurité, les répondants ont cité un coût de vie élevé et une rareté de produits de première nécessité. Néanmoins, ce n'est pas la seule raison, il y a également des problèmes structurels d'infrastructure.

EFFETS DE L'INSÉCURITÉ

Les manières dont l'insécurité influence l'économie locale sont multiples. Les agriculteurs de la ville – souvent les femmes – sont contraintes à cultiver seulement de petites parcelles près du centre pour éviter des contacts avec des groupes armés. Une partie de ce maigre rendement est volée par les groupes armés. Quant à la pêche et la chasse, activités traditionnellement gérées par les hommes à Obo, elles deviennent dangereuses car il faut s'éloigner de la ville pour les pratiquer. Ces deux réalités ont un double résultat : elles empêchent les familles à se nourrir et réduisent la disponibilité des denrées alimentaires sur le marché.

En outre, les groupes armés provoquent un climat d'insécurité et érigent des barrières sur les axes, empêchant à la fois l'échange des biens avec d'autres communautés et augmentant les prix des biens qui parviennent néanmoins à passer les barrières

L'absence des communautés musulmanes pèse pour la santé économique de la ville en raison du manque de leur expertise en commerce. Dans les réponses des interrogés, cette absence égale l'absence de grands opérateurs économiques, aussi bien que l'absence de viande de bœuf au marché. Ce lien est plus régulièrement souligné par les personnes proéminentes de la société à Obo – les mêmes personnes qui sont derrière les démarches pour le retour des musulmans – et moins par les habitants lors des groupes de discussion.

de bœuf sur le marché, le retour des transhumants ne fait pas non plus allent les conflits entre éleveurs et agriculteurs et certains gardent l'image des importé le conflit à Obo.

PROBLÈMES STRUCTURELLES

D'autre part, les répondants évoquent des problèmes structurels. Même si la sécurité devenait parfaite, l'économie locale ne se relèverait pas tout de suite.

Les habitants demandent une organisation plus efficace de l'agriculture. L'absence d'équipements aratoires et de semence de qualité pour permettre aux agriculteurs d'augmenter le rendement est également déplorée.

Les routes sont aussi endommagées, ce qui empêche davantage l'approvisionnement des denrées venant d'autres localités et le transport des produits d'Obo vers d'autres marchés, tout en augmentant les prix du marché.

De plus, les jeunes de la ville évoquent un manque d'opportunités en matière de formation et d'éducation, qui met à mal les possibilités de devenir plus productifs et de subvenir aux besoins de la famille.

Gardant en tête ces éléments tant sécuritaire que structurelle et économique, certains répondants se demandent pourquoi les autorités et les ONG demeurent focalisées sur la menace des groupes armés, alors que la localité d'Obo fait face à des multiples défis.

ÉCHANGES INTERCOMMUNAUTAIRES

Au regard de l'absence de la communauté musulmane à Obo, les échanges entre les communautés sont quasiment inexistantes avec seulement un répondant affirmant avoir des échanges réguliers avec la communauté musulmane.

INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Plusieurs répondants ont évoqué le rôle important des organisations de la société civile – spécifiquement, le CLPR, le comité préfectoral de la jeunesse, la plateforme religieuse et l'OFCA – œuvrent en faveur la cohésion sociale à Obo. Dans le même temps, ils reconnaissent qu'il y a toujours un besoin réel de formation pour qu'ils puissent mieux effectuer leur rôle⁵.

Certaines autorités ajoutent qu'il existait d'autres initiatives, notamment autour des violences de genre et des droits de l'homme. Malheureusement, celles-ci ne sont pas ou plus actives sur le terrain par manque de formation et de moyens.

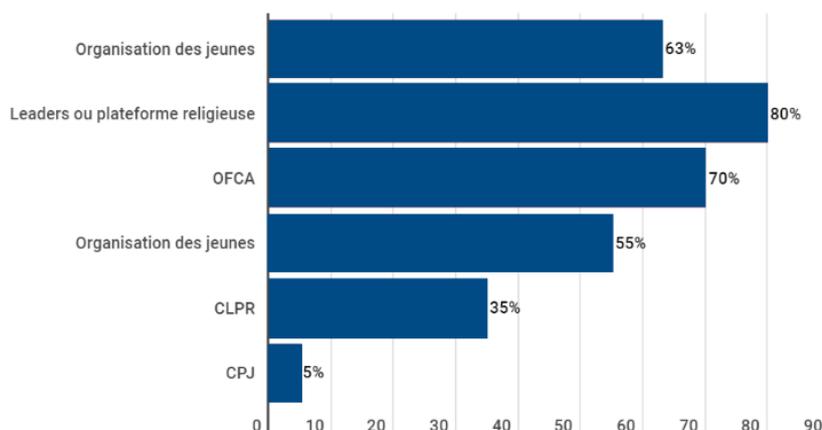
En termes de mécanismes de gestion des conflits interpersonnels, tels que les litiges familiaux, le divorce et les disputes foncières, les répondants affirment se tourner vers les chefs de quartier et de groupe. Les cas plus compliqués, tels que les agressions, meurtres ou vols, sont transmis au maire ou à la gendarmerie ou la police.

Spécifiquement, la gendarmerie est souvent citée à Obo comme instance qui s'occupe des conflits (70%). Les chefs de quartier, de village et de groupe sont également nommés fréquemment (65%), tout comme la police (50%). Il semble que la permanence des forces de sécurité intérieures depuis le début de la crise a consolidé leur position dans la localité.

En revanche, les intermédiaires préférés sont les chefs de quartier, de village et de groupe. Ils sont choisis dans la mesure où les habitants considèrent qu'il s'agit de leur rôle et qu'ils sont souvent acceptés par les différentes parties. Cependant, 50% des répondants disent préférer n'inclure aucun intermédiaire dans la gestion des conflits. Il est important de noter que la popularité pourrait dépendre de la personne qui occupe le poste et de la confiance qu'elle inspire au sein des communautés qu'elle représente.

⁵ Ces besoins ont été confirmés par les équipes de Concordis International qui ont effectué la collecte de données et les formations des membres de la société civile.

Parmi les organisations de société civile, les répondants mentionnent surtout l'OFCA (70%) et le comité préfectoral de la jeunesse (63%) comme acteur en gestion de conflit, suivi de 42% pour la plateforme religieuse et 33% le CLPR.



'Quelle organisation de société civile s'occupe de la gestion de conflit ici ?' (n=20)

FEMMES

Deux rôles se dessinent pour les femmes d'Obo : elles conseillent leurs familles et, publiquement, elles sont positivement reconnues pour leur participation dans les activités de consolidation de paix et de gestion de conflits. Néanmoins, bien qu'il soit admis qu'elles sont souvent à la base d'un premier contact intercommunautaire en cas de conflit, le rôle public est souvent limité à un rôle de participant, plutôt que celui de leader.

Ainsi, 95% des participants pensent que les femmes sont des sensibilisatrices de résolution de conflit, 85% pensent qu'elles cherchent des solutions et 80% qu'elles sont des facilitatrices, mais seulement 10% leur attribuent un rôle de leader.

Quasiment tous les répondants, hommes comme femmes, affirment qu'il n'est pas nécessaire que ce rôle change.

ACTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS, LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

De nombreuses organisations et acteurs ont été cités par les répondants comme actifs dans la gestion de conflits intercommunautaires et/ou la consolidation de la paix. Des organisations qui, bien souvent, semblent, d'après les répondants, en besoin de formations ou de moyens financiers et techniques. Comme indiqué plus haut, la popularité de ces OSC dépend du type de communautés auxquelles elles s'adressent. Toutes ces informations sont basées sur les réponses des répondants.

COMITÉ LOCAL DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION (CLPR)

Le Comité local de paix et de réconciliation (CLPR) est plus particulièrement connu à Obo pour s'être rendu à Mboki avec le soutien de la MINUSCA au courant de l'année 2020 afin de tenir un dialogue avec les leaders du groupe armé de l'UPC dans le but de cesser leurs attaques contre les civils. Le comité est mentionné par 35% des participants comme actif dans la sensibilisation à la cohésion sociale sur Obo.

BUT	Participer au processus de sensibilisation Gestion et prévention des conflits entre les communautés
THÈMES	Renforcer la cohésion sociale et la gestion des conflits
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Facilitation de dialogues entre les parties en conflit Sensibiliser à la paix, à la cohésion sociale et le vivre ensemble
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le CLPR est une organisation de la société civile qui a marqué les répondants en 2020. Il semble inclusif envers les femmes, cependant, selon les participants, il aurait besoin d'être plus inclusif envers toutes les communautés et les jeunes, d'engager plus de dialogue avec les leaders et de proposer des programmes de formations et d'insertion professionnelles

CONSEIL PRÉFECTORAL DE LA JEUNESSE (CPJ)

Le Conseil préfectoral de la jeunesse d'Obo fait partie d'un réseau établi à travers le territoire centrafricain en 2010, et présent au niveau préfectoral depuis 2012. Il représente une organisation connue des habitants de la ville, puisque 60% des participants la mentionne comme l'une des OSC active dans la résolution de conflit de la ville.

BUT	Participer au processus de résolution des conflits et de consolidation de la paix
THÈMES	Gestion des conflits au sein d'Obo
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Accompagnement et intégration des jeunes au sein de la société Facilitation des dialogues entre les parties en conflit Sensibiliser à la paix, à cohésion sociale et au vivre ensemble
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le CPJ est une organisation de la société civile qui semble relativement peu mentionnée par les participants. Ces derniers qui expriment son besoin d'être plus inclusif envers les femmes et les jeunes et les autres communautés, et de promouvoir davantage le retour des activités économiques.

PLATEFORME RELIGIEUSE

La plateforme religieuse, constituée uniquement de représentants religieux chrétiens, semble particulièrement présente à Obo, puisque 80% des participants la mentionnent comme étant active dans la gestion des conflits dans la localité. Cependant, si cette organisation présidée par l'une des membres de l'OFCA d'Obo semble relativement connue, elle n'en suscite pas moins des critiques s'agissant de son inclusivité envers la communauté musulmane et de son manque de formation en termes de médiation de conflit.

BUT	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes couches sociales et communautés
THÈMES	Gestion des conflits intercommunautaires Consolidation de la cohésion sociale au sein d'Obo
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Médiation et gestion de conflits entre les différentes parties Sensibiliser sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble Proposer des formations professionnelles
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	La plateforme religieuse intervient dans la gestion des conflits à travers des dialogues et des médiations. Selon les répondants, elle n'est pas suffisamment inclusive envers la communauté musulmane depuis le départ de l'Imam d'Obo, envers les femmes et les jeunes et elle nécessite un fonctionnement plus neutre et impartial.

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) d'Obo fait partie d'un réseau d'OFCA à travers le territoire centrafricain. Elle semble tout aussi populaire chez les hommes que chez les femmes et est citée à 70% par l'ensemble des participants.

BUT	Représenter les femmes de la localité sur le plan régional et défendre leur place et leurs droits dans la société
THÈMES	Position de la femme dans la société Consolidation de la paix Gestion des conflits entre les communautés
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Offre de formations professionnelles pour les jeunes
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'OFCA semble être souvent mentionnée par la population, cependant un certain nombre de critiques émergent quant à sa position au sein de la localité. Les participants demandent plus d'inclusivité envers les autres communautés ethniques, la création de centres de formations professionnelles pour les jeunes filles, et un fonctionnement plus inclusif envers les jeunes et les femmes.

PRÉFET DU HAUT-MBOMOU

Le préfet du Haut-Mbomou fait partie des personnes référentes en cas de conflit au sein de la zone d'Obo. Il semble maintenir des contacts avec tous les acteurs dans la zone, y compris avec l'UPC. Les participants l'ont mentionné plusieurs fois comme l'un des acteurs de la paix, particulièrement lorsqu'il s'agit de la cohésion sociale entre les communautés musulmanes et chrétiennes.

RECOMMANDATIONS

Selon les enquêtés, les actions nécessaires pour promouvoir la paix à Obo sont le désarmement des groupes armés, l'éradication du banditisme dans les environs de la localité, l'implication des jeunes dans le processus de consolidation de la paix et un travail de fond sur la cohésion sociale. Lors des discussions de groupe et des entretiens semi-directifs, les répondants ont également demandé le renforcement des forces de sécurité intérieure et une véritable réconciliation entre les communautés.

D'autre part, il paraît également important pour les habitants de relancer l'économie locale pour qu'ils puissent subvenir aux besoins de leur famille. La sécurité et l'économie sont deux aspects intrinsèquement liés : une relance économique est impossible sans que les environs de la ville soient sécurisés ; et la sécurité durable n'est possible que si l'on parvient à offrir des opportunités aux jeunes.

Une recommandation plus tendancieuse – surtout portée par les élites d'Obo, mais aussi par une partie de la population – est de faciliter le retour des communautés musulmanes. Elle est discutée davantage ci-bas.

Une ligne directrice de la part des populations d'Obo semble se révéler. La vie est difficile dans les conditions actuelles à cause de l'insécurité et de la pauvreté, aussi bien qu'à cause des plaies réouvertes dû à la violence de 2020.

Le retour des personnes déplacées dans le pays est essentiel pour revenir à une localité stable où chacun peut vivre sa vie. Cependant, à cause des événements violents, une partie de la population n'est pas prête à franchir ce pas. Dès lors, un travail de réconciliation et de reconstruction des relations entre les différentes communautés religieuses est nécessaire. Ce travail n'est possible que si la sécurité est rétablie dans les environs de la localité – raison pour laquelle les répondants demandent une augmentation des effectifs des FSI et un désarmement des groupes armés.

Ce cycle vertueux ne suffira pas, selon les répondants, pour relancer l'économie. Il y a besoin d'efforts de fond au niveau de l'éducation, pour combattre le taux élevé d'analphabétisme, au niveau de la formation professionnelle, pour donner les compétences aux jeunes de mener leur vie, en matière de création d'emploi et d'un aménagement des infrastructures routières.

RETOUR DES RÉFUGIÉS & DÉPLACÉS

Lors des affrontements de 2020, les communautés musulmanes ont fui Obo. D'autre part, des membres des communautés chrétiennes ont aussi fui la violence et ne sont pas encore tous revenus. Les répondants ont des opinions prononcées sur ces situations.

RETOUR DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES

Les autorités locales, avec des organisations de la société civile, ont entamé un dialogue pour faciliter un éventuel retour des communautés musulmanes. En revanche, une partie de la communauté chrétienne d'Obo n'est pas prête pour un tel retour. Ils y mettent des conditions telles que l'État fournisse des réparations pour les victimes des violences.

Selon les autorités locales, la communauté musulmane d'Obo déplacée à Zemio semble prête à retourner à Obo si les conditions sont réunies, tels que la mise en place et la présence d'abris, d'espaces commerciaux, d'une mosquée pour la prière, de champs à cultiver et d'une cohésion sociale renforcée par des campagnes de sensibilisation à leur retour et à un futur vivre ensemble.

Ainsi, plus de sensibilisation pour préparer les communautés semble nécessaire, y compris à travers des dialogues intercommunautaires comme expliqué davantage ci-dessous. Les autorités locales recommandent également un soutien des forces de l'Etat et de la MINUSCA pour la réinstallation de ces communautés.

RETOUR DES DÉPLACÉS CHRÉTIENS

Comme expliqué dans le chapitre Identité, groupes armés et cohésion sociale, outre les personnes musulmanes déplacées à l'intérieur du pays, des membres des communautés chrétiennes ont également fui les affrontements de 2020 et commencent progressivement à revenir au sein d'Obo.

Les autorités locales affirment que le retour des déplacés est demandé par la population locale. Cependant, beaucoup parmi eux ont besoin d'un soutien pour leur réinstallation, tant en abris qu'en relancement des activités agricoles ou génératrices de revenus.

COHÉSION SOCIALE

Une division communautaire, plus particulièrement religieuse, existe encore au sein d'Obo. Si les participants (tous chrétiens) gardent à l'esprit de bonnes relations avec les communautés musulmanes, ils se disent avoir été touchés par la présence de certains d'eux dans les rangs des UPC lors de leurs attaques de mai 2020, résultant en une certaine méfiance quant à leur présence.

Afin de mener à bien le dialogue actuel concernant un éventuel retour des communautés musulmanes, de guérir les plaies dans les deux communautés et de faciliter une réconciliation véritable et une cohésion sociale rétablie, les répondants ont demandé l'assistance de l'Etat en appui avec les ONG humanitaires pour instaurer la culture de la paix, l'esprit du pardon et de tolérance au sein des communautés. Concrètement, ils demandent, entre autres, la mise en place d'activités communes et des actions de sensibilisation et de médiation.

INCLUSION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LES PRISES DE DÉCISION ET À LA COHÉSION SOCIALE

Tous les participants mentionnent l'implication des jeunes dans les processus de paix comme un facteur majeur de promotion de la paix et 90% des participants mentionnent l'implication des femmes. En outre, il existe une forte demande pour inclure les jeunes et les femmes dans la gestion de la vie publique et des conflits au sein de la localité.

Les consultations actuelles n'ont pas pu susciter des recommandations détaillées sur ces points. Toutefois, des membres du CPJ et d'autres participants interrogés se focalisent sur leur implication dans les instances de prise de décision pour éviter leur marginalisation, et sur la construction d'une maison des jeunes, de centres culturels et d'un centre de formations pour les jeunes filles à Obo, afin de leur donner les clefs en

main pour faire entendre leurs inquiétudes, les former et leur offrir de meilleures perspectives et opportunités économiques.

RENFORCEMENT TECHNIQUE

Il existe une envie et un besoin de renforcer les capacités techniques, matérielles et financières des acteurs locaux de la paix. Les recommandations ouvrent la voie à des formations et une consolidation des capacités des OSC en analyse et en méthodes alternatives non-violente de la gestion des conflits, mais également d'appuyer l'impartialité, l'inclusivité et la neutralité de ces acteurs vis-à-vis des différentes communautés qui composent le tissu social d'Obo.

SECURITE MILITAIRE – PAIX NÉGATIVE

Afin de faciliter les recommandations précédentes, une stabilité de la sécurité est importante. Tant que les groupes armés mènent un discours sectaire et des exactions contre la population, tant qu'ils bloquent les routes et étouffent l'économie locale, la cohésion sociale ne sera que difficilement accomplie. Les personnes plaidant pour la cohésion sociale, dès lors, expliquent également le besoin d'assurer la sécurité – une responsabilité, selon eux, pour les FACA.

Le renforcement de la cohésion sociale n'est possible que si la sécurité revient dans les environs de la localité, raison pour laquelle les répondants demandent une augmentation des effectifs des FSI et un désarmement des groupes armés.

DÉSARMER LES GROUPES ARMÉS

Les groupes armés sont vus comme les responsables de l'insécurité. Par conséquent, l'ensemble des participants affirment que le désarmement de leurs membres est un élément essentiel de la promotion de la paix à Obo. Certains participants ont spécifié également le besoin de se concentrer sur la réinsertion des membres des groupes armés au sein de la société.

RENFORCEMENT DES FORCES DE SÉCURITÉ INTERNES

91% des participants désignent les forces armées de l'Etat (FACA) comme étant le meilleur acteur pour assurer leur sécurité. Cette dernière est reconnue comme faisant partie des compétences du gouvernement, en collaboration avec les forces onusiennes de la MINUSCA, ouvrant la voie à une recommandation suggérant un renforcement des effectifs des FACA afin de sécuriser les axes périphériques de la ville, encore souffrant d'une présence de l'UPC, surtout, et de la LRA selon les participants.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Lorsqu'interrogés sur les aspects les plus importants dans leur vie, 90% des participants ont répondu par des éléments économiques et de subsistance (subvenir aux besoins de la famille, la libre circulation et avoir un travail). En effet, les habitants d'Obo semblent préoccupés par la satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

La population explique avoir besoin de l'assistance de l'Etat en appui avec les ONG humanitaires, afin de mener des actions de lutte contre le chômage. En effet, il existe un besoin d'efforts de fond au niveau de l'éducation pour combattre le taux élevé d'analphabétisme, et une demande de formations professionnelles pour la jeunesse passant également par la création d'emplois et un aménagement des infrastructures routières, essentiel au développement socio-économique de la localité.

Le risque d'ignorer ces besoins économiques est de construire la cohésion sociale sur une base fragile et de terminer par un retour aux conflits.

ÉDUCATION & FORMATION PROFESSIONNELLE

Les participants et les autorités locales interrogées expliquent que le manque de structures éducatives et de formations professionnelles représente un frein pour l'intégration économique de la jeunesse.

La plupart des répondants ont réaffirmé la nécessité d'introduire plus de formations professionnelles, notamment pour la jeunesse. Concrètement, la menuiserie, la maçonnerie, la briqueterie et la mécanique automobile sont citées parmi d'autres. Ils demandent la mise en place de centres de formations et d'échange pour la jeunesse d'Obo, ce qui pourraient constituer des lieux de rencontres pour les jeunes des différentes communautés. Ces centres permettraient aux jeunes d'apprendre un métier et ainsi de résorber le taux de chômage, l'un des principaux éléments poussant les habitants les plus économiquement fragiles à la délinquance ou à rejoindre les groupes armés selon les participants.

Les autorités locales recommandent également la création des centres de formations professionnelles spécifiquement pour les jeunes filles, afin d'encourager leur autonomisation sociale et économique – une action pour laquelle l'assistance des ONG est demandée en termes matériels et financiers.

Finalement, les recommandations préconisées se focalisent sur la création d'un centre d'alphabétisation, à quoi s'ajoute le soutien aux structures scolaires des enfants (notamment le renforcement des effectifs de personnels enseignants, des infrastructures, de la documentation et les matériels scolaires à disposition des écoliers) et, de ce fait, par la réhabilitation des infrastructures scolaires et sanitaires.

OPPORTUNITÉS D' EMPLOI

Il existe, selon les participants et les autorités locales consultées, un véritable manque d'opportunités d'emploi au sein d'Obo et une demande envers l'Etat et ses partenaires au développement (notamment les OSC) de créer des emplois pour réduire le chômage et la pauvreté, se traduisant par la création d'AGR.

Une des recommandations évoquées par les jeunes est également l'appui des groupements agricoles (coopératives locales) en termes technique par la mise à disposition de semences et de matériel agricole afin de non seulement promouvoir l'emploi dans ce secteur mais également de résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire de la zone sous-préfectoral d'Obo. Certains participants, y compris des autorités locales, préconisent également un appui pour la création de coopératives pour femmes, spécifiquement, en agriculture et élevage. Ces actions permettraient également un allègement du cout de denrées alimentaire et la relance commerciale et économique de la zone, générant elle-même plus d'emploi et de ce fait, laissant s'installer un cercle économique et social vertueux.

INFRASTRUCTURES

Absolument essentiel pour la relance économique d'Obo est la reconnexion commerciale avec d'autres localités. De nombreux participants et autorités locales sont préoccupés par l'état des infrastructures routières, qui non seulement impacte le coût des transports négativement, mais nuit également à la fluidité des échanges commerciaux au sein de la ville. Les recommandations des consultés s'orientent ainsi vers l'Etat et se focalisent sur la réhabilitation du réseau routier afin de faciliter le voyage et le transport des marchandises.

LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ

Vivant dans une situation de précarité, d'insécurité et de conflit intercommunautaire, plusieurs participants de la consultation recommandent une lutte contre l'impunité et la réhabilitation des institutions judiciaires et sécuritaires au sein de la sous-préfecture d'Obo.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitatives permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont prises en compte en détail pour le contexte.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposée sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toute consultation en temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - OBO

